

LA CAMPAGNE « IRAQI FREEDOM »

PAR

JEAN-JACQUES PATRY (*)

Entre le 19 mars et le 1^{er} mai 2003, les Américains ont mené en Iraq l'opération « *Iraqi Freedom* » (OIF). Pour beaucoup d'observateurs, elle restera un exemple de savoir-faire militaire, en raison de la rapidité des effets produits sur le gouvernement iraquien. La manière dont les opérations ont été conduites a aussi particulièrement marqué les esprits. Pourtant, à l'opposé des précédentes campagnes militaires menées par les Etats-Unis, un malaise certain persiste, lié au défaut de légitimité de cette initiative américano-britannique.

Quoi qu'il en soit, sur le plan technique, l'OIF offre un excellent exemple de fusion des principes classiques de la guerre et des technologies capables d'en tirer le meilleur parti. Si aucune arme nouvelle n'est apparue pendant la campagne, à l'inverse, la généralisation des systèmes numérisés et leur mise en réseau a permis d'atteindre les objectifs de campagne plus facilement que par le passé. L'OIF marque aussi une césure irréversible entre les forces armées américaines et celles du reste du monde : cette césure était apparue clairement lors de l'affaire du Kosovo en 1999, elle est maintenant révélée dans toute son étendue. Les conséquences politiques pour les alliances militaires sont importantes, qu'il s'agisse de l'OTAN ou de la Défense européenne.

Paradoxalement, l'OIF démontre aussi une réalité vieille comme la guerre : quelles que soient les prouesses opérationnelles des soldats et des technologies, une victoire militaire que l'on voulait décisive n'aboutit pas nécessairement aux résultats politiques espérés.

« Iraqi Freedom » : *prévenir la constitution d'un danger futur*

A la différence des campagnes militaires antérieures menées par les Etats-Unis (Golfe, 1991 ; Bosnie-Herzégovine, 1995 ; Kosovo, 1999 ; Afghanistan, 2001), l'OIF ne vise pas à faire changer d'attitude un gouvernement ou à le châtier pour avoir prêté son concours à des entreprises terroristes, mais à empêcher l'émergence d'un danger futur. Sa nature est donc préventive.

(*) Maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, Paris, France).

Certes, plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer le recours aux armes par Washington contre l'Iraq (1) : la connivence entre les chefs de l'administration en place et les industries pétrolières, dans la perspective d'une redistribution des contrats concernant l'Iraq; la nécessité de redéployer les unités américaines stationnées en Arabie Saoudite vers un autre lieu dans le Proche et le Moyen-Orient; le soutien au gouvernement d'Ariel Sharon par élimination des deux dernières menaces militaires contre Israël que constitueraient l'Iraq et l'Iran; la rancœur individuelle entre certains décideurs américains au pouvoir, tel Dick Cheney, et Saddam Hussein (il s'agirait de la conclusion logique de ce qui avait été commencé en 1990); l'idée, formulée par Paul Wolfowitz et un certain nombre d'idéologues actuellement en poste, de changer le monde, en commençant par imposer la démocratie au Moyen-Orient, cela étant compris comme la condition du développement et de la stabilité à long terme.

Sans doute existe-t-il une part de vérité dans chacune de ces affirmations, mais les arguments mis en avant par l'administration américaine concernaient les risques liés à la prolifération d'armes de destruction massive et les liens suspectés entre le régime de Bagdad et les réseaux terroristes d'Al Qaïda (2). L'OIF serait donc la première campagne préventive déclenchée par Washington afin d'éviter que ne se constitue une menace future englobant des armes de destruction massive à la disposition d'un régime politique terroriste ou d'un groupe terroriste. Une telle possibilité est mentionnée dans le chapitre V de la *National Security Strategy* de 2002. La nature préventive de la guerre ne fait plus de doute aujourd'hui, avec les informations disponibles sur l'absence d'armes de destruction massive en Iraq (3). Il ne peut donc s'agir d'une frappe de préemption, c'est-à-dire menée dans l'urgence et pour enrayer une agression sur le point de survenir contre les Etats-Unis ou leurs alliés.

Dans cette perspective, le problème, pour l'administration américaine, consistait à éliminer la possibilité pour l'Iraq, dans le futur, de reconstituer un arsenal d'armes de destruction massive. Le seul moyen d'y parvenir à coup sûr impliquait la mise à mort de la volonté politique capable de le

(1) Cf. l'analyse de Bruno TERTRAIS, « La chute de Babylone », *Annuaire stratégique et militaire 2003*, FRS/Odile Jacob, Paris, pp. 36-58.

(2) En ce qui concerne les armes de destruction massive, l'argument a été mis en avant dès novembre 2001, dans le cadre de la guerre globale contre le terrorisme annoncée par le Président dans son discours à la nation du 20 septembre. L'Iraq est perçu par des membres de l'Administration (R. PERLE, J. WOOLSEY, P. WOLFOWITZ) et des analystes extérieurs comme la prochaine cible après l'Afghanistan : cf. Philip H. GORDON/Michael E. O'HANLON, « Should The War on terrorism Target Iraq? », *Analysis Paper*, n° 11, Brookings, décembre 2001. Le thème deviendra essentiel pendant l'hiver 2001 et sera repris dans le discours de l'Union de janvier 2002. L'argument des liens avec le terrorisme international est avancé aussi après le 11 septembre et repris en janvier 2002. Néanmoins, faute de preuves tangibles, l'Administration opère un lien entre la détention d'armes de destruction massive avérée dans le passé et la nature terroriste de l'Etat iraquien contre ses voisins et sa population.

(3) Cf. à ce sujet l'analyse des contradictions de l'Administration Bush par Nicole VILBOUX, « La polémique sur l'appréciation de la menace iraquienne aux Etats-Unis », *Défense & Stratégie*, n° 7, octobre 2003, pp. 8-13.

faire. La guerre préventive aboutissait logiquement à la pratique de la guerre totale (4). Pour cette raison, la légitimité de cette campagne comme, du reste, sa légalité internationale n'ont pas pu être reconnues par une bonne partie de la communauté internationale au sein des Nations Unies. La coalition rassemblée par Washington en cette occasion inclut donc peu de pays contributeurs (5).

L'OBJECTIF : ELIMINER SADDAM HUSSEIN
PAR LES MOYENS MILITAIRES

Les buts de guerre sont présentés dans le discours du 21 mars 2003 du Secrétaire à la Défense D. Rumsfeld. Il faut retenir la logique centrale qui consiste, en supprimant le régime politique de Saddam Hussein, à régler tous les contentieux en suspens entre Washington et Bagdad : la fin des programmes d'armements de destruction massive et des missiles ; l'élimination des organisations terroristes supposées être sur place ; la démocratie pour le peuple iraquien et, pour que cette dernière avance rapidement, la sécurisation des richesses nationales que représentent les installations pétrolières et les grandes infrastructures économiques ; enfin, conséquence de ce cercle vertueux, une sécurité accrue pour les voisins de l'Iraq.

Pour aboutir rapidement à un tel résultat politique, Washington décide d'utiliser tous les moyens militaires et non militaires capables d'être activés par les Etats-Unis et leurs alliés pour obtenir une victoire rapide et libérer le pays. C'est un long travail de préparation militaire et diplomatique qui est mis en place. Comme dans toute guerre totale, il convient de saisir le centre de gravité ennemi, c'est-à-dire l'ensemble des installations, administrations et zones géographiques nécessaires à la survie politique du gouvernement visé. En l'espèce, le commandement central américain – USCENTCOM – a préparé plusieurs plans d'invasion pour saisir Bagdad dans les meilleurs délais. En même temps, les contraintes politiques pesant sur le commandement américain sont lourdes : le Secrétaire à la Défense a donné comme directives de protéger les puits de pétrole, d'empêcher toute politique de la terre brûlée par le régime de Saddam Hussein et de limiter au maximum les pertes iraquiennes, puisqu'il faudra occuper le pays par la suite et donc faire cohabiter habitants et troupes américaines. En outre, le commandant en chef de l'OIF, le général d'armée Tommy Franks, sait qu'il

(4) La notion de guerre totale est liée à la nature du but politique recherché, pas à l'intensité des opérations. Des guerres de haute intensité, telle celles du Golfe en 1991 ou contre la Yougoslavie en 1999, ne visaient pas la destruction des régimes politiques attaqués, mais un changement de comportement de leur part. A l'inverse, la guerre en Afghanistan est bien une guerre totale en dépit d'une intensité assez faible des opérations, car l'objectif visait l'éradication du gouvernement taliban en tant qu'entité politique.

(5) Les participants à l'OIF sont les Américains avec 231 000 soldats dans la région du Golfe, les Britanniques (45 000 hommes) et les Australiens (2 000 hommes). Les autres contingents sont insignifiants en terme militaire (200 Polonais, quelques Tchèques et un sous-marin danois).

doit monter sa manœuvre avec un minimum d'effectifs : 125 000 hommes seulement présents au Koweït, alors que son prédécesseur en 1991 en disposait de 600 000, dont 460 000 Américains. La faiblesse des volumes militaires, exigée par le gouvernement américain pour limiter les pertes amies et faciliter les manœuvres diplomatiques de déploiement dans les pays limitrophes, sera compensée par la supériorité aérienne dans la région et par la domination américaine dans les domaines de l'information numérisée liée aux opérations.

FACILITER L'ATTAQUE VERS LA CAPITALE :
DÉSAGRÉGER LES FORCES MORALES ADVERSES

L'invasion de l'Iraq et la destruction de son gouvernement obligent à planifier une campagne mettant en œuvre des moyens militaires et non militaires en vue d'isoler le pays, de monter en puissance la force d'invasion, de réduire les capacités de résistance ennemie.

Du côté de la coalition américaine, la région est soumise à une active préparation diplomatique. Tous les Etats du Golfe sont sollicités pour accepter des troupes américaines ou des facilités pour les opérations aériennes (6). A cet égard, l'Administration Bush peut tirer parti des effets de la politique de « *containment* » héritée des administrations précédentes : aucun Etat arabe de la région ne voudra encourir les foudres de Washington pour aider Saddam Hussein. Même la Jordanie et la Syrie, proches, par nécessité ou affinité, du régime de Bagdad, ne peuvent intervenir ouvertement en sa faveur. La Turquie ne bougera pas tant que les Kurdes iraqiens n'en profitent pas pour réclamer leur indépendance. L'Iran est dans une position inconfortable à l'égard des Etats-Unis, à cause des suspicions sur son programme nucléaire. Un autre avantage procuré par la politique précédente est lié aux sanctions économiques : leurs effets sont évidents en terme d'affaiblissement de la population iraquienne, un affaiblissement qui touche aussi les forces armées régulières, à l'exception des forces de sécurité garantes de la survie du régime (7).

La désagrégation morale passe aussi par la préparation du pays à la campagne à venir. Dès juillet 2002, l'USAF a préparé et conduit le plan « Sou-

(6) À l'exception de la Turquie, les pays suivants ont accepté des stationnements militaires américains : Oman, Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, la Jordanie (6 000 forces spéciales), le Koweït. L'Arabie Saoudite n'a pas accepté de stationnement, mais a autorisé la présence d'éléments de coordination des opérations aériennes sur son territoire.

(7) Alors que le USCENCOM estime à 350 000 hommes, les effectifs des forces iraqiennes, un peu moins de 70 000 sont en état de combattre dans la demi-douzaine de divisions de la Garde républicaine. Les équipements des autres divisions sont vieux ou hors d'usage, sans pièces de rechange. Les soldats et les chefs sont peu entraînés et motivés.

thern Focus » (8) : l'objectif est d'affaiblir les liaisons de commandement et la défense aérienne entre Bagdad et la région de Bassora. Pour ce faire, sous couvert de l'opération « Southern Watch » garantissant le respect d'une zone d'exclusion aérienne au sud du pays, plus de 21 000 sorties seront conduites pour détruire les réseaux enterrés de fibres optiques, les sites de défense sol-air et les infrastructures de commandement. « Southern Focus » rendra inopérante la défense anti-aérienne iraquienne, puisque les radars ne seront plus activés et ne cesseront de se déplacer pour éviter d'être repérés.

Cette préparation physique se double d'une préparation psychologique, par le biais d'une intense campagne de déstabilisation auprès des responsables administratifs et militaires irakiens, dont un certain nombre seront achetés par les Américains pour ne pas être présents à leur poste, à un moment précis. Les services secrets américains ont organisé des réseaux d'information dans Bagdad.

Enfin, les Américains et les Britanniques complètent la préparation de la campagne en installant plusieurs semaines à l'avance des détachements de forces spéciales chargés de renseigner sur les dispositifs de protection des installations pétrolières, des sites suspectés d'abriter des missiles, des armes de destruction massive ou des chefs du régime bassiste. Une fois les opérations engagées, ces équipes seront complétées et assureront des missions de désignation de cible pour l'aviation ou de contre-guérilla contre les groupes islamistes sur la frontière nord-est avec l'Iran.

Le 19 mars au soir, sur la foi d'un « *renseignement d'opportunité* » sur la localisation supposée de Saddam Hussein, de l'un de ses fils et de quelques conseillers, « *Iraqi Freedom* » est déclenchée par la première frappe dite de « décapitation » contre le régime. Des tirs de missiles de croisière et des munitions guidées sont tirés sans qu'il soit possible d'en connaître les résultats. Dans la nuit du 19 au 20, les frontières avec le Koweït sont franchies par les forces américaines et britanniques.

TOUT MISER SUR LA MANŒUVRE

Le plan de campagne choisi tend à exploiter au maximum les avantages technologiques et la puissance aérospatiale de la coalition.

L'idée de manœuvre consiste à entrer simultanément dans le Nord et le Sud du pays, en s'emparant des installations pétrolières avant qu'elles ne soient détruites, puis de se porter vers la capitale. Dans le Sud, cette manœuvre est confiée aux Britanniques, appuyés par des *Marines* américains. Cette force s'engage en Iraq au débouché du Koweït et se porte sur

(8) Selon un rapport de l'USAF, ce ne sont pas moins de 606 bombes qui seront larguées, jusqu'au début de la campagne OIF, contre 391 objectifs. Cf. Michael R. GORDON, « US Air Raids in '02 Prepared for War in Iraq », *New York Times*, 20 juillet 2003.

les installations de la péninsule de Fao et surtout vers le port d'Oum Kasr, afin de s'en emparer comme future base logistique. Au Nord, la manœuvre prévue ne fonctionne pas : les matériels de la 4^e division d'infanterie américaine ne sont pas autorisés à débarquer en Turquie et, devant rejoindre le Koweït par bateau, arriveront après la fin des combats. Donc, la pince Nord prévue ne se refermera pas sur Mossoul, Kirkuk et Takrit. En remplacement, une brigade aéroportée de l'*Army* viendra épauler les forces spéciales déjà engagées contre la milice Ansar Al-Islam et prendra en main les forces kurdes que personne ne souhaite laisser sans surveillance.

A l'Ouest du pays, deux aérodromes H2 et H3 sont conquis par les forces spéciales et les aéroportés. Ils serviront de base avancée pour contrôler le désert iraquien et éviter que ne soient tirés d'éventuels missiles SCUD contre Israël. Ce dispositif était aussi censé surveiller les infiltrations de volontaires étrangers transitant par la Jordanie ou la Syrie.

Cependant, l'essentiel n'est pas là. L'axe d'effort principal est à la charge des seuls Américains opérant à partir de deux lignes d'opération. La première court, à partir du Koweït, le long du fleuve Euphrate, par sa rive Ouest, jusqu'à la ville de Nasiryah, premier point de passage obligé sur le fleuve. Une fois le passage assuré, une seconde ligne d'opération, confiée au *Marines*, coupe vers le Nord-Est en direction de Kout sur le Tigre, puis vers Bagdad. En même temps, le dispositif Ouest confié à la 3^e *Infantry division* de l'*Army* remonte les deux rives de l'Euphrate pour s'emparer des autres ponts principaux dans les villes de Najaf et près de Kerbala, avec en objectif final l'approche de Bagdad par le Sud-Ouest. Les forces terrestres américaines ont donc décidé de ne pas s'arrêter en route et de monter le plus vite possible vers la capitale, sans se laisser accrocher dans des combats urbains non nécessaires. En agissant ainsi, l'état-major américain adopte une « approche indirecte », c'est-à-dire qu'il se porte, par la manœuvre, vers le centre de gravité de l'adversaire, en évitant autant que possible des combats de rencontre avec les troupes ennemies, dont le résultat serait l'usure prématurée des unités amies et le ralentissement de la progression d'ensemble. Cette initiative complique singulièrement la tâche de la défense dans le cas où elle tenterait d'utiliser des armes chimiques contre les forces d'invasion : il est en effet très difficile de traiter des unités mobiles qui se déplacent rapidement sans un ensemble de moyens de reconnaissance et d'observation, capable de les localiser ; or, les Iraquiens n'en disposent pas. A l'inverse, ils auraient pu faire usage de telles armes contre des forces coalisées engluées dans un combat de localité.

Dans l'approche indirecte, il existe cependant un inconvénient de taille : plus une armée s'enfonce au cœur du pays ennemi, plus elle devient vulnérable aux actions sur ses propres flancs et ses arrières. Ce ne fut pas le cas pour l'OIF.

LA SUPRÉMATIE AÉRIENNE ET INFORMATIONNELLE
LIMITE LES MAUVAISES SURPRISES

Les forces armées américaines ont pu planifier et conduire l'OIF en raison de leur grande maîtrise aérienne et informationnelle. Aucune autre armée au monde n'aurait pu avoir une telle audace dans la conception de cette manœuvre.

La maîtrise des Américains résulte d'abord du nombre d'avions utilisés : près de 1 800 appareils de tout type, ainsi qu'une centaine d'avions britanniques (à titre de comparaison, il s'agit d'un volume équivalent à cinq fois l'ensemble des forces aériennes françaises); il faut y rajouter les nombreux hélicoptères et les missiles de croisière tirés par des plates-formes navales ou aériennes. Cette maîtrise est également due aux effets engendrés par la mise en liaison de très nombreux réseaux de capteurs électroniques spatiaux, aériens, terrestres, navals avec les réseaux des plates-formes de tirs (avions, chars, hélicoptères, artillerie, navires, *etc.*), à quoi s'ajoutent d'innombrables bases de données des services de renseignement et les réseaux de commandement et de conduite des opérations des composantes d'armées et inter-armées, soit en sites fixes, soit aéroportés. Ce gigantesque ensemble en toile d'araignée permet de voir, d'écouter, d'analyser, puis de désigner une cible, de traiter et d'évaluer les dommages subis et de recommencer, le cas échéant, dans des délais très brefs (9).

Dans le cas iraquien, un tel déploiement laissait peu de chance à la surprise sur le champ de bataille. Les différents déplacements d'unités militaires iraquiennes étaient repérés et traités en temps quasi réel par la troisième dimension. C'est la raison pour laquelle les forces terrestres américaines pouvaient s'enfoncer profondément en Iraq, sans craindre l'irruption d'une brigade blindée ou même d'un bataillon de chars ennemis sur leurs arrières. En réalité, l'aviation et les hélicoptères d'attaque, couplés aux effets de l'artillerie longue portée, ont fait l'essentiel du travail. 75 % des munitions tirées par les airs pendant la guerre l'ont été contre des cibles des forces terrestres iraquiennes. Il n'est donc pas étonnant que les pertes coalisées terrestres aient été infimes.

Cette suprématie dans la troisième dimension permet aussi aux Américains de pratiquer une campagne de frappe aérienne concomitante sur des objectifs stratégiques, opératifs ou tactiques. Alors que dans une campagne aérienne classique, les armées de l'air opposées se battent d'abord pour la maîtrise de l'air puis, une fois celle-ci acquise, détruisent les systèmes de

(9) Depuis un bon quart de siècle, les Américains travaillent à intégrer l'information numérisée dans leurs architectures de forces. Cette intégration s'est accélérée après la première Guerre du Golfe et a pu être testée en grande nature à de nombreuses reprises depuis lors. Après les expériences du Kosovo et de l'Afghanistan, les forces armées américaines sont en mesure de traiter une cible militairement significative (char, avion, canon, véhicule lourd ou léger) qui se dévoile soudainement en une vingtaine de minutes. Ces délais sont de plusieurs heures dans les autres armées.

défense au sol pour atteindre l'objectif de campagne (destruction de centre de décisions, de ministères, de zones industrielles, *etc.*), les forces armées d'outre-Atlantique pratiquent ces frappes de manière simultanée, créant un désordre indescriptible chez l'adversaire et l'empêchant de s'adapter rapidement pour contrer ces attaques. Très vite, ce dernier ne peut que subir et n'est plus en mesure de diriger de manière cohérente et centralisée son effort de défense (10). La paralysie gagne peu à peu ses systèmes de conduite de la guerre, sans même qu'il soit nécessaire de les détruire physiquement.

L'IMPRÉPARATION IRAQUIENNE AIDE AUSSI UN PEU, IL FAUT BIEN L'AVOUER

A côté des performances technologiques et tactiques américaines, il faut aussi mettre en relief la pauvreté de l'effort de défense iraquien. D'après les témoignages sur le terrain, il apparaît que le gouvernement iraquien n'a pas véritablement préparé une défense cohérente. Les raisons en sont encore obscures, mais quelques hypothèses peuvent être formulées.

La première réside dans l'effet probable de surprise de l'attaque terrestre. Il semblerait que le Président Saddam Hussein ait tablé sur plusieurs semaines de campagnes aériennes avant l'engagement de forces terrestres de la coalition. Plusieurs indices peuvent confirmer cette interprétation, parmi lesquels, notamment, l'absence de dispositifs défensifs structurés face au Sud (peu de ponts avaient été préparés pour la démolition et les villes qui étaient traversées par les Américains sur l'Euphrate n'étaient pas véritablement en état de défense; il en était de même dans Bagdad).

Une deuxième hypothèse concerne l'épuisement de la société iraquienne. Après une guerre extrêmement meurtrière contre l'Iran, la campagne « *Desert Storm* » de 1991, une guerre civile sévèrement réprimée dans le Sud, près de douze années de privation pour une grande partie de la population, on peut penser que les ressorts de la population étaient brisés. On peut même parier sur le fait que peu de gens allaient risquer leur vie pour un régime que l'on savait corrompu, à l'exception de ceux qui en tiraient profit.

Une troisième hypothèse concerne l'organisation même de la défense iraquienne. A côté des forces armées régulières tenues dans la plus grande méfiance par Saddam Hussein, il existait les sept divisions d'élite de la Garde républicaine. Or, même ces unités étaient tenues de ne pas stationner dans la capitale pour des raisons politiques. Les palais gouvernementaux et la sécurité des dirigeants du pays étaient assurés par une pléthore de prétoires, dont la Garde républicaine spéciale (GRS) constituait la formation la

(10) Cette pratique a été analysée par un général de l'USAF, qui emploie le terme de « *guerre parallèle* » pour la décrire. Cf. David A. DEPTULA, *Effects Based Operations : The Nature of Warfare*, Aerospace Education Foundation, Arlington, VA, 2001, 40 p.

plus cohérente. En outre, chaque baron du régime avait à sa disposition une garde paramilitaire ou un service secret lui permettant de ne pas être trop facilement évincé par les autres. A cela, il fallait rajouter les forces locales de défense territoriale confiées aux tribus, sans oublier les organisations plus ou moins structurées de volontaires étrangers. Au final, l'Iraq offrait un patchwork d'unités militaires, paramilitaires, de milices et autres officines de renseignement, qui n'augurait guère de leur efficacité réelle. Par ailleurs, chacune possédant ses armements plus ou moins lourds, le pays était truffé de caches d'armes. En fait, il n'est pas exclu que Saddam Hussein, instruit par l'expérience et parfaitement conscient de l'incapacité de ses forces armées à se battre à armes égales avec la coalition, ait décidé de monter les prémices d'une défense « populaire » autour des organisations que contrôlaient ses affidés (GRS, Feddayin, etc.) en milieu urbain, afin de faire monter les enchères de la guerre. Le temps et, probablement, l'énergie de la population lui ont manqué pour mener cette entreprise à son terme.

Les combats urbains qui ont eu lieu ont montré un adversaire déterminé, opérant souvent en civil et dans un environnement civil afin de se couvrir, mais pas très performant dans la préparation du terrain, le camouflage et la manœuvre. Quant aux engagements contre des formations régulières, le rapport des forces était notablement défavorable aux Iraquiens : trois brigades au moins ont été détruites sur l'Euphrate et entre le Tigre et Bagdad ; le reste s'est volatilisé sous l'effet de la désagrégation du système et de la désertion (11).

L'EFFONDREMENT DU RÉGIME ET SES CONSÉQUENCES

En fait, les choses ont été plutôt rapides. Du 19 au 29 mars, les Américains déploient leur ligne d'opération de la frontière du Koweït vers Bagdad. Les points de passage obligés sont saisis et nettoyés sur l'Euphrate (Nasiryah, Najaf, trouée de Kerbala). Le 30 mars, c'est au tour des ponts sur le Tigre d'être saisis. Cela correspond aussi à la période d'engagement des dernières réserves iraqiennes. Les divisions disponibles descendent du Nord pour renforcer les défenseurs de Kout et Kerbala et sont détruites avant d'arriver sur zone. Dans le Sud, le port d'Oum Kasr est conquis et les installations pétrolières de la péninsule de Fao sécurisées.

A partir du 1^{er} avril, c'est l'exploitation vers la capitale et son investissement qui sont en jeu. Les *Marines* débouchant du sud-est et la 3^e division

(11) Les combats les plus durs ont eu lieu au début du conflit à Nasiryah pour le contrôle des ponts. Un bataillon de *Marines* a dû se frayer un chemin face à trois brigades régulières, opérant avec des « Feddayins de Saddam » et des unités de la GRS en civil. Grâce à l'appui massif de l'artillerie, des hélicoptères et de l'aviation, 2 000 combattants iraqiens ont été tenus à l'écart des ponts. Cf. Company Commander, 1st Battalion, 2nd Marines, « The Battle of An Nasiriyah », *Marine Corps Gazette*, septembre 2003, pp. 40-46.

d'infanterie arrivant par le sud-ouest, la ville est encerclée entre le 3 et le 8 avril. Une incursion est tentée le 5 avril, puis un raid vers le quartier des ministères est organisé dans la nuit du 7 au 8. Le matin du 8 avril, le gouvernement iraquien n'existe plus ; la trace de Saddam Hussein et de ses fils se perd. Dans le Sud, la grande ville de Bassorah a été nettoyée par les Britanniques le 6 avril. Dans le Nord, les opérations avec les pershmerga kurdes sont menées avec prudence, afin de ne pas mécontenter le voisin turc. En fait, le jeu consiste à maintenir les Kurdes sous contrôle, afin qu'ils ne puissent pas mettre la main sur les installations pétrolières de la région.

Le problème survient justement de cette victoire un peu trop rapide. Tout à leur succès et à l'exploitation vers Takrit et la zone Nord du pays, les Américains perdent le contrôle des événements à Bagdad. C'est l'heure des règlements de compte et des pillages. C'est la fin opérationnelle de l'OIF, mais le début d'une nouvelle ère de difficultés. Les gains enregistrés par la rigueur et le professionnalisme militaire de la campagne sont pris en défaut par une complète désorganisation de la stratégie civile de reconstruction politique dans l'après-Saddam.

QUE RETENIR DE L'OIF ?

Sur le plan militaire

L'OIF confirme les tendances esquissées depuis dix ans dans les opérations militaires américaines. Il n'y pas eu d'armes nouvelles utilisées pendant la campagne, mais une généralisation de systèmes apparus antérieurement. Ainsi, les armes guidées sont devenues d'usage général (12). On assiste cependant à une diversification des systèmes de guidage par GPS autorisant les frappes tout-temps, ce qui n'était pas le cas auparavant. Certes, des applications nouvelles sont testées, par exemple l'adjonction de missiles anti-aériens sur des drones. Ces derniers prennent d'ailleurs une grande importance dans la reconnaissance et la lutte contre les défenses sol-air et les sites d'artillerie. Pour le reste, le rôle principal de l'aviation et plus largement des feux empruntant la troisième dimension est une fois encore démontré.

Dans le domaine de l'organisation et de la conduite des forces, les Américains disposent d'une bonne organisation inter-armées. Certes, il existe de nombreuses frictions : des appuis aériens n'étaient pas toujours disponibles au bon moment, des erreurs de tirs ont amené des pertes inutiles. Toutefois, en règle générale, le travail fait par les armées opérant dans la troisième

(12) Un compte rendu très complet des opérations de la campagne aérienne a été publié par l'USCENTCOM : cf. T. Michael MOSELY, Commander USCENTAF, *Operation Iraqi Freedom – By the Numbers, Assessment and Analysis Division*, 30 avril 2003, 16 p. Selon cette source officielle ont été tirées 19 848 munitions guidées (68 % du total) et 9 251 munitions non guidées (32 % du total).

dimension a particulièrement aidé celles opérant à terre. Même dans les combats urbains, la précision des armes aériennes a pu être utilisée pour éliminer un immeuble sans toucher les constructions voisines. Ces gains dans la précision des trajectoires ont comme corollaire la diminution des charges classiques emportées. Du coup, les dommages occasionnés sont réduits au minimum.

C'est aussi un trait marquant de l'OIF. Les armées américaines et britanniques ont tenté de limiter au maximum les pertes chez les civils, alors même que les combattants irakiens opéraient systématiquement à partir d'enceintes publiques (mosquées, écoles, hôpitaux) (13).

Sur le plan des alliances

L'OIF marque un tournant évident pour les alliés des Etats-Unis. La campagne montre que les Américains n'ont plus besoin d'alliés militaires pour faire la guerre, même si le soutien politique de ces alliés est plus que jamais nécessaire. Au contraire, la présence de contingents alliés est maintenant à proscrire, car ils ne sont absolument pas inter-opérables avec les forces des Etats-Unis. Le cas britannique est illustratif : les Américains ne les ont pas inclus dans la manœuvre principale, mais les ont cantonnés dans une direction secondaire par rapport aux buts de guerre initiaux. Les Britanniques ont bien rempli leur mission en s'emparant de la péninsule de Fao et de Bassora, mais ils opéraient dans un secteur autonome.

Sur le plan politique

Le succès de la campagne illustre parfaitement ce vieil adage selon lequel « gagner une bataille ne signifie pas nécessairement gagner la guerre ». Avec la disparition du gouvernement irakien et l'impossibilité de reconstituer un nouveau pouvoir politique légitime, les Américains se sont retrouvés sans interlocuteurs valables pour faire la paix. En outre, les plans de reconstruction du pays n'avaient rien à voir, en terme de précision et de phasage, avec les plans de guerre de l'OIF. En fait, l'administration américaine pensait que l'accueil des troupes américaines serait suffisamment chaleureux dans les populations pour éviter tout problème et que le gouvernorat mis en place serait suffisant pour guider une reconstruction laissée aux Irakiens. On a vu depuis ce qu'il en était.

Si une leçon devait être tirée de cette aventure, c'est bien de rappeler que, même avec la meilleure armée du monde, aucun gouvernement n'est en mesure de contrôler des situations aussi complexes que celles engendrées par

(13) Du côté de la coalition, les pertes sont connues à l'unité près : du 20 mars au 1^{er} mai, 171 soldats (148 Américains et 23 Britanniques) sont tués (d'après le Department of Defense, *Defend America*, 23 juillet 2003). A l'inverse, pour les pertes militaires irakiennes, aucun chiffre officiel n'a été produit ; les chiffres disponibles pour les pertes civiles proviennent du ministère irakien de l'Information, lequel mentionnait 1 300 civils du 19 mars au 11 avril (avec toutes les réserves d'usage).

un environnement de guerre. Il faudrait investir sur une machine stratégique à faire la paix comme on a investi sur des machines stratégiques destinées à faire la guerre. On est loin du compte en Iraq, comme partout ailleurs dans le monde (14).

(14) A titre de comparaison, il est intéressant de faire un parallèle avec la Bosnie-Herzégovine, laquelle ne contient pas plus de huit millions d'habitants. Il aura fallu attendre la fin 2000 pour que le volet civil des accords de Dayton (1996) commence à être mis en œuvre dans le plus grand désordre des différentes organisations internationales présentes sur place : l'OSCE, responsable des mesures de sécurité et de confiance dans la région; l'UNHCR, en charge du rapatriement et de l'installation des personnes réfugiées et déplacées par la guerre; la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pilotant le suivi des réformes économiques et budgétaires; l'Union européenne, qui a pratiquement fourni l'essentiel des fonds nécessaires à la reconstruction des infrastructures et remplacé l'ONU dans les tâches de formation de la police et de la justice; le Bureau du Haut Représentant, responsable de la coordination des actions de l'ensemble des organisations. Fin 2003, l'ensemble de ces organismes peinait encore à achever les programmes initialement prévus. Imaginons maintenant le même travail pour l'Iraq, avec 25 millions d'habitants, un pays à reconstruire, une économie à remettre en selle, alors que le germe de la guerre civile s'insinue dans la société. Cette tâche dépasse les Américains, comme elle dépassera demain les Nations Unies.